


ENSEIGNEMENT BELGIQUE

“Les mains coupées AU CONGO ? Plus que des exactions !”

 La députée Catherine Moureaux (PS) ne cache pas son malaise face au programme consacré à l'histoire du colonialisme belge

► “À aucun moment, le mot ‘crime’ n’est cité explicitement. On parle d’‘exactions’. Pour moi, les nombreuses mains coupées durant l’époque coloniale ne sont pas simplement des exactions. Ce mot a le mérite d’exister, mais il donne un peu l’impression qu’il s’agit d’un effet secondaire. L’enseignement de l’histoire du colonialisme belge et de ses crimes n’est pas encore acquis aujourd’hui. Le sujet et la question sont encore malheureusement problématiques”, constate la députée Catherine Moureaux (PS), qui interpelle ce jeudi la ministre de l’Enseignement Marie-Martine Schyns (CDH) sur le référentiel de l’enseignement technique et professionnel consacré au colonialisme et à ses crimes.

C’est en 2014 que le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles approuve les nouvelles compétences élémentaires de l’enseignement qualifiant. Un document appelé référentiel et à partir duquel chaque réseau doit travailler pour créer son programme. Si la colonisation du Congo y figure explicitement, ce qui est une belle avancée, le programme de l’enseignement de la Communauté française qui s’en inspire suscite le malaise, estime la députée.

“Il ressort du programme tel que rédigé actuellement une impression de paternalisme désagréable. Ainsi la période de la colonisation s’apparenterait à une intense période de développement économique, qui aurait eu par ailleurs quelques effets secondaires... Pas un mot sur la manière dont s’est organisée l’indépendance autour du personnage de Patrice Lumumba. À lire le programme on a


plutôt l’impression qu’il s’agit d’un fait naturel et non d’un fait de luttes”, insiste la socialiste.

Violences commises sous le régime de Léopold II, révélations sur l’assassinat de l’ancien Premier ministre congolais Patrice Lumumba ou encore polémiques concernant la bande dessinée de Tintin au Congo : les questions soulevées par le passé colonial belge font régulièrement depuis la fin des années 1990 l’objet de vifs débats politiques, médiatiques et citoyens. “Le sujet est sensible et touche à l’identité”, souligne Catherine Moureaux, qui milite depuis des années pour un “devoir d’histoire”.

CE JEUDI, l’élue PS interroge la ministre compétente sur l’existence ou non d’une évaluation du fameux référentiel. “Ne sommes-nous pas dans une minimisation des crimes belges et du racisme d’État de l’époque ?”, lui demandera-t-elle également.

De son côté, la chercheuse du FNRS et maître d’enseignement à l’ULB Amandine Lauro vient juste de publier un article consacré au sujet dans la revue *Éduquer* datant du 6 novembre. “L’histoire de la colonisation belge reste peu enseignée dans les écoles secondaires. Il est à craindre, au vu de la considération limitée que lui accorde le Pacte d’Excellence, que cet état de fait perdure”, écrivait-elle.

Julien Thomas

 **“Une révision des programmes n’est pas du luxe”**

BRUXELLES “Les professeurs comme les élèves méritent mieux. Encourager l’inscription de l’histoire de la colonisation belge comme contenu obligatoire dans un nouveau référentiel serait un excellent début. À l’évidence, une révision et une harmonisation des programmes en matière d’histoire coloniale, intégrant les perspectives et les avancées des recherches récentes, ne seraient pas non plus du luxe. Pour que les futurs diplômés sortent de l’enseignement secondaire avec un meilleur bagage dans ce domaine, leurs professeurs ont besoin à la fois de plus de temps à y consacrer et d’outils plus performants sur lesquels s’appuyer”, explique Amandine Lauro, chercheuse du Fonds de la recherche scientifique (FNRS) et maître d’enseignement à l’Université libre de Bruxelles, évoquant les actuels programmes consacrés à l’enseignement de l’histoire coloniale belge. Une analyse que celle qui enseigne notamment l’histoire de l’Afrique, du genre et de colonisation faisait le 6 novembre dernier dans la revue *Éduquer*, qui est publiée par la Ligue de l’Enseignement et de l’Éducation permanente. Une association qui a pour objet la défense et la promotion de l’enseignement public et de l’éducation laïque.